

financières parmi les jeunes couples engagés à faire des versements importants, habitués à un revenu double et qui sont soudainement obligés de vivre uniquement avec le salaire du mari. Il est difficile d'évaluer les problèmes d'ordre financier qui sont reliés à celui de notre société, mentionné en dernier. Il n'est plus possible d'insister davantage sur le changement qui existe à l'intérieur des niveaux de vie et qui tire son origine de l'élimination de la contribution des femmes mariées qui travaillent au revenu familial durant des périodes variables.

Nous avons tous conscience que les jeunes couples, relativement sans expérience, s'engagent dans la vie conjugale avec des revenus assez peu élevés qui se chiffrent probablement aux environs de 4 à 5 milliers de dollars par année. Avec ce double revenu, ces jeunes couples sont encouragés à vivre et à acheter selon leur revenu à un niveau exécutif secondaire. Ils doivent vivre à un niveau de vie de huit à douze milliers de dollars par année avec deux revenus; une grossesse soudaine diminue de moitié leur niveau de vie à une période d'un besoin urgent d'argent qui dure plus d'un an ou deux, avec des engagements financiers qui ont été faits en conséquence.

On a beaucoup parlé à travers le pays du besoin d'une limite minimum de revenu garanti. Le Comité de la Metropolitan Toronto n'a pas fait autre chose dans cette recommandation que de souligner l'existence d'un tel système à l'intérieur du programme d'allocations familiales. Il y a quelques années, le programme d'allocations familiales constituait un point important dans le budget familial; ce programme pouvait représenter, dans une famille ayant 4 membres, 25 à 30% du revenu familial. Si ceci était comparé au coût de la vie d'aujourd'hui, les allocations familiales se chiffraient aux environs de \$40.00 à \$50.00 par enfant.

Tandis que nous comprenons que ceci n'est possiblement pas un programme que le gouvernement fédéral veut mettre en marche à ce moment-ci, nous croyons que l'instrument capable de réaliser le travail, est immédiatement accessible à l'intérieur du programme d'allocations familiales depuis qu'ils ont signalé un désir à l'égard de la sélectivité. Il a seulement besoin d'être programmé de nouveau pour fournir de plus grosses sommes d'argent. Si ce revenu est ensuite lié au système d'impôt sur le revenu établi sur une base progressive, la sélectivité, que le gouvernement fédéral semble vouloir, peut être appliquée, au moyen d'une collecte des allocations familiales, de nouveau sous la forme d'impôt sur le revenu à partir de celles qui ne le réclament pas comme un revenu minimum.

Il y a, dans le mémoire, d'autres points sur lesquels vous pouvez poser des questions, quelques-

uns d'entre eux ont été particulièrement signalés par deux membres de mon conseil ou de mon comité. Ces membres sont présents et ils voudraient répondre eux-mêmes aux questions.

Sans toutefois connaître les opinions, je pense que ces questions se rapportant en particulier au logement, intéressent les deux employés élus qui sont avec moi aujourd'hui. Un en particulier a souligné le besoin de plus petits logements à prix modique pour les travailleurs; un autre employé a insisté sur le problème de l'achat à crédit.

Après ces remarques, je pense que je vais présenter M. Mallett.

Karl Mallett, Contrôleur, (Président du Comité du bien-être et de l'habitation du Grand Toronto): Monsieur le Président, membres du Comité, mesdames et messieurs. Je suis M. Mallett, contrôleur, je représente la ville de Scarborough dans le Conseil de la Metropolitan Toronto. Cette année, je suis le président du Comité du logement de la Metropolitan Toronto.

Monsieur le Président, je voulais attirer l'attention du Comité sur certains facteurs, se rapportant au prix de loyer, qui devraient être révisés en partie et pris en considération dans votre prochaine réflexion.

Le deuxième point du mémoire se rapporte au logement qui est une des plus grosses dépenses dans chaque famille. Dans la région de la Metropolitan Toronto, ces prix de logement sont à peu près les plus élevés, sinon les plus élevés. Il y a de multiples raisons qui expliquent ceci.

Je voudrais attirer l'attention du Comité sur le fait que le gouvernement fédéral a souvent fait primer dans le passé l'industrie de la construction en vue de fournir du travail, en guise de moyens économiques pour augmenter le nombre d'emplois. Les moyens avec lesquels ils ont fait cela durant les années 1950 et particulièrement au début de ces années-ci, présentement, ce n'est pas tout le monde qui se rappellera que nous avions un surplus de logements aux environs de 1955 ou 1956 lorsque ceci s'est produit — ils interféraient avec les lois essentielles de l'offre et de la demande.

J'ai acheté une maison en 1949 et jusqu'à cette année, vous deviez épargner 40% pour le paiement avant qu'une société hypothécaire vous prête le reste de l'argent pour acheter une maison. Ceci signifie donc que vous étiez un peu plus vieux et responsable au moment où vous achetiez la maison.

Il y avait beaucoup de chômage à cette même époque. Le gouvernement fédéral a tiré avantage du fait que lorsque vous construisez une maison vous pouvez donner un grand nombre d'emplois à ceux qui produisent le matériel, l'ameublement et les appareils qui vont dans un logement. Ils ont